



## Il est temps de prendre en marche le train des luttes.

« Pourquoi les pauvres vivent-ils dix ans de moins que les riches ? » demande l'épidémiologiste britannique Richard Wilkinson qui démontre dans son livre « l'égalité, c'est la santé » la conséquence des inégalités sociales sur la santé : « être pauvre revient à vivre en moins bonne santé et moins longtemps ».

Dans le débat de fond qui va occuper notre réflexion militante et les rapports sociaux les prochains mois : les retraites, ce type de travail d'analyse permet de mieux comprendre quel genre de guerre le grand patronat et les banquiers mènent contre les pauvres et contre la très grande majorité de la population.

Deux lignes de force se dégagent :

- La profondeur et la violence des attaques,
- la possibilité d'une politique d'alliance et de rassemblement de tous ceux qui, à des degrés très divers, subissent les conséquences de cette politique.

Un seul exemple récent pour illustrer la position de classe prise sans ambiguïté par le pouvoir dans cette lutte sociale : le gouvernement vient d'autoriser le licenciement « pour motif économique » des 23 représentants du personnel, « salariés protégés », de l'usine de connectique pour automobiles Molex à Villemur sur Tarn, dans la Haute Garonne. L'inspection du travail avait refusé ces licenciements.

On peut malheureusement multiplier cet exemple partout en France, et dans notre département.

Les résistances à ces attaques se développent dans tous les secteurs, mais de façon désordonnée et non coordonnée. Il manque une perspective claire, une stratégie syndicale qui permet de penser que la lutte mène quelque part. Elle est pourtant et réellement la seule issue.

Le dernier exemple de tentative d'action déterminée et sur la durée doit être analysé soigneusement. De même que 16 000 emplois, dont plusieurs centaines dans l'académie, sont menacés dans l'éducation nationale l'année prochaine, 7 657 suppressions d'emplois sont annoncées à la SNCF pour les mois qui viennent, dont 422 dans la région du Sud-Ouest et 250 en Midi-Pyrénées.

La CGT et Solidaires ont décidé une grève reconductible pour imposer la discussion à la direction de l'entreprise.

Un barrage idéologique s'est aussitôt dressé pour minimiser les effets de la grève et pour tenter de montrer qu'elle n'était pas suivie. Il s'agit pourtant d'une grève reconductible qui concerne d'abord les

conducteurs et les contrôleurs. Au 3<sup>ème</sup> jour de la grève, 46 % des agents de conduite et 45 % des contrôleurs étaient en grève. Les vice-présidents aux transports des régions Auvergne, Centre, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Ardenne, Picardie, Bourgogne, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Bretagne, Lorraine ont fait une déclaration commune de soutien aux cheminots en grève et ont expliqué qu'ils « sont en lutte pour le maintien et le développement du service public ».

Quelle que soit l'issue de cette grève, elle montre, d'une part que des salariés ont suffisamment pris conscience de la gravité de la situation pour engager une grève reconductible, dans un climat idéologique extrêmement peu favorable, d'autre part que beaucoup d'autres secteurs salariés du pays, à commencer par les autres services publics, auraient toutes les raisons d'entreprendre des actions semblables. Et surtout, auraient toutes les raisons de coordonner toutes leurs actions, et en particulier avec celles qui sont déjà entreprises.

C'est l'enjeu des discussions intersyndicales de la Fonction Publique et des discussions syndicales interprofessionnelles qui se succèdent ces jours-ci.

Deux dates sont inscrites au calendrier : le 20 avril et, bien sûr, le 1<sup>er</sup> mai.

Notre courant de pensée doit militer pour que des actions soient entreprises dans les champs syndicaux principaux de notre fédération et en particulier l'Education Nationale où les raisons d'agir ne manquent pas. Les raisons de rassembler les collègues ne manquent pas davantage.

Il doit aussi militer pour coordonner toutes ces luttes à l'intérieur même de nos champs syndicaux, puis montrer une audace particulière pour pousser à la convergence et à la coordination des luttes qui se déploient dans tous les secteurs, élargir ces batailles en y faisant participer les usagers des services publics.

Les discussions entreprises depuis des mois avec la CGT et Solidaires, les décisions des congrès de la FSU et de la CGT nous permettent de donner un élan à cette stratégie volontariste.

De même que le pouvoir allié au patronat et aux banques matraque depuis des dizaines d'années qu'il n'y a pas d'alternative à sa politique, de même nous devons convaincre les salariés qu'il n'y a pas d'alternative au travail de lutte et de large rassemblement, et que c'est possible d'y arriver.

Sinon, nous laissons l'organisation de la production et de la société toute entière s'engager dans une impasse mortelle.

Des sous ? Il y en a.

Même dans l'organisation actuelle, financiarisée, avec des productions parasites inutiles, dans un contexte de gaspillage énorme, avec des sommes gigantesques détournées vers des usages coloniaux ou de guerre, des richesses énormes sont produites et détournées vers des profits de classe de plus en plus étroits et de plus en plus indécents. En France, rien que les dégrèvements de charges sociales gaspillent des dizaines de milliards d'euros. Depuis 2004, les inégalités se creusent au profit des plus hauts revenus. 5 800 personnes disposent de revenus de plusieurs millions d'euros et plus de mille d'entre elles reçoivent chacune plus de 363 872 euros au titre du bouclier fiscal. L'INSEE précise que ces personnes ne sont imposées en moyenne qu'à 20%.

Le temps du doute, de l'attente et de l'inquiétude doit cesser. Il est largement temps de passer à la construction de ce rassemblement. Il faut que nous en convainquions tous les dirigeants syndicaux...et tous les salariés.

U&A FSU 64, le 11 avril 2010